7e CAIRO DIALOGUE – COOPÉRATION MALI–ÉGYPTE :

Oumou Sall Seck échange avec le chef de la diplomatie égyptienne sur la formation et l'entrepreneuriat

MALI 2012

L'information est l'oxygène des temps modernes MERCREDI 09 SEPTEMBRE 2026

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



SOS MALI : Les dangereux « BÉNI-OUI-OUI» de la transition

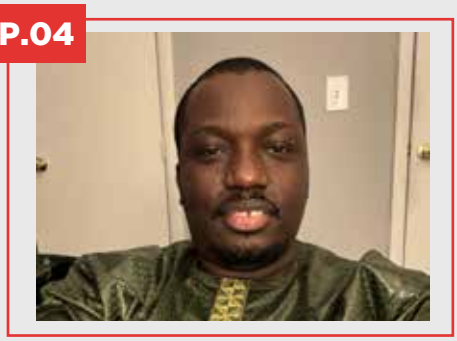


Sanctions contre Karim Keïta : Washington évoque corruption et violations des droits de l'Homme



REFONDATION DE L'ÉTAT – CITOYENNE-TÉLe PNEV veut contribuer à former le « Maliden kura »

Sommaire







UNE /

SOS MALI : Les dangereux « BÉNI-OUI-OUI » de la transition — P 04

BRÈVES /

BACCALAURÉAT 2025 ET 2026 : À Koulouba, les meilleurs élèves à l'honneur — P 13

COOPÉRATION SINO-MALIENNE : Li Xiang encourage les entreprises chinoises à contribuer davantage au développement du Mali — P 13

JUSTICE – CYBERCRIMINALITÉ : Trois ans de prison requis contre Abdrahamane Keïta, le délibéré attendu le 14 septembre — P 14

NIGER – FARCUB 2026 : Le Premier ministre place la paix et la cohésion sociale au cœur des échanges — P 15

ACTUALITÉ /

Ségou : Le dialogue pour rapprocher forces de sécurité et communautés — P 17

Sanctions contre Karim Keïta : Washington évoque corruption et violations des droits de l'Homme — P 19

POLITIQUE /

7e CAIRO DIALOGUE – COOPÉRATION MALI-ÉGYPTE : Oumou Sall Seck échange avec le chef de la diplomatie égyptienne sur la formation et l'entrepreneuriat — P 21

REFONDATION DE L'ÉTAT – CITOYENNETÉ : Le PNEV veut contribuer à former le « Maliden kura » — P 23

CULTURE & SOCIETÉ /

« SEKO NI DONKO CAMP » : Une première édition placée sous le signe de l'art et du partage — P 26

INTERNATIONAL /

Débets de la Cour des comptes : Oligui Nguema fixe un ultimatum au 7 octobre — P 28

UNION AFRICAINE – SOMALIE : Mahmoud Ali Youssouf mise sur le commerce pour consolider la paix et l'intégration — P 29

NIGER – MUTINERIE DU 29 AOÛT : Le G25 dénonce une « escalade répressive » et réclame la lumière sur les victimes — P 30

SPORT /

BASKET-BALL FÉMININ : Les basketteuses maliennes saluées pour leur courage et leur combativité — P 32

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur [002] Immeuble Baye Niass – Faladié Bamako – Mali
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Rédacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Kéita, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

SOS MALI : Les dangereux « BÉNI-OUI-OUI » de la transition



Alpha Blondy les avait chantés à sa manière : les « dangereux béni-oui-oui ». Cette expression prend aujourd'hui au Mali une résonance particulière. Car autour des autorités de la Transition gravite une catégorie de soutiens pour lesquels tout est réussite, toute décision est historique, toute critique est trahison et toute remise en question devient une attaque contre la souveraineté nationale.

Pourtant, le plus grand danger pour un pouvoir ne vient pas toujours de ses adversaires. Il vient parfois de ceux qui l'applaudissent trop.

Depuis 2020, les Maliens ont accepté beaucoup de sacrifices au nom du changement, de la souveraineté, de la sécurité et de la Refondation. Ils ont espéré une rupture avec les pratiques anciennes. Six ans plus tard, il est légitime de regarder froidement la trajectoire suivie.

Le pays reste confronté à de graves défis sécuritaires. Le quotidien économique demeure difficile pour de nombreuses familles. L'espace du débat politique s'est considérablement rétréci. Et la Transition, initialement conçue comme une période exceptionnelle devant permettre de reconstruire les fondations de l'État, semble s'installer dans la durée.

Face à cette situation, que font certains supposés soutiens ?

Ils applaudissent.

Quand une décision produit des interrogations, ils applaudissent. Quand une voix critique alerte, ils l'accusent de vouloir déstabiliser le pays. Quand les difficultés deviennent visibles, ils fabriquent des victoires dans les discours et sur les réseaux sociaux.

C'est précisément là que réside le danger.



Un dirigeant entouré uniquement de personnes qui lui disent qu'il a raison finit par perdre le contact avec la réalité. Le laudateur transforme progressivement la fidélité en aveuglement. Il enferme le décideur dans une bulle où les mauvaises nouvelles n'arrivent plus, où les erreurs ne sont jamais reconnues et où changer de cap devient synonyme de faiblesse.

Ces « béni-oui-oui » ne rendent donc pas service au général Assimi Goïta et aux autorités de la Transition. Au contraire, ils peuvent contribuer à les maintenir sur une mauvaise trajectoire.

Soutenir la Transition devrait signifier vouloir sa réussite. Et vouloir sa réussite, c'est avoir le courage de dire : ici, nous nous sommes trompés ; là, il faut corriger ; sur ce dossier, il faut écouter le peuple ; sur cet autre, il faut changer de méthode.

La souveraineté elle-même ne peut pas signifier l'absence de critique. Un Mali souverain doit aussi être capable de se regarder dans un miroir.

Les autorités doivent donc se méfier des applaudissements trop faciles. Elles gagneraient davantage à écouter les citoyens qui alertent, les intellectuels qui questionnent, les journalistes qui enquêtent et même les opposants qui critiquent de bonne foi.

Car l'histoire politique est remplie de pouvoirs auxquels leurs courtisans répétaient que tout allait bien jusqu'au jour où tout s'est effondré.

Le Mali n'a pas besoin d'une cour. Il a besoin de vérité.

Et parfois, celui qui dit au chef qu'il se trompe lui est infiniment plus fidèle que celui qui lui répète, matin, midi et soir : « Oui, mon Général ! »

Moctar Sow

- Entrepreneuriat par excellence en Afrique

MALI : IMMERSION DES CHAMPIONNES DU PROGRAMME BARRA CHALLENGE WOMEN 360 CHEZ UN CHAMPION NATIONAL !

Les lauréates du programme Barra Challenge Women 360, porté par Zabbaan Institut, ont eu droit à une immersion exceptionnelle au sein du complexe agro-industriel SDA Empowering, à Sanankoroba, fondé par l'ancien international malien Seydou Keïta.

Accompagnées par l'entrepreneure malienne Aïssata Diakité, elles ont découvert de l'intérieur les réalités de l'industrie, de l'investissement et de l'entrepreneuriat à grande échelle.

Bien plus qu'une simple visite, cette immersion a été une véritable masterclass, destinée à renforcer leurs compétences, élargir leur vision et surtout les pousser à voir plus grand et à oser davantage.

Une belle démonstration qu'au Mali, il est possible de produire, transformer, investir et bâtir de grandes entreprises.

Merci à Seydou Keïta pour son accueil, sa disponibilité et le temps consacré à la transmission.

Et merci à Aïssata Diakité pour cette belle opportunité offerte aux lauréates.

Former des femmes, c'est bien.

Leur donner les moyens de voir grand, c'est encore mieux.

#BarraChallengeWomen360 #ZabbaanInstitut #SeydouKeita #AïssataDiakité #MadeInMali #Entrepreneuriat #AgroIndustrie #Mali



-Casimir Sangala

Parlez leur plutôt de vos problèmes. Ils vont compatir devant vous et apprécier en privé. Ils seront toujours très heureux de vous voir tomber.

- Walaha Momo

Sidiki Diabaté aux côtés de Maman Astan Kida, celle qui lui a permis de décrocher son tout premier contrat professionnel.

Rendez-vous le 18 septembre à l'Accor Arena Bercy pour écrire ensemble une nouvelle page de l'histoire !

Les billets partent vite, sécurisez le vôtre dès maintenant : https://www.fnacspectacles.com/.../sidiki-diabate-a.../...

Soyons tous au rendez-vous pour écrire l'histoire ensemble. Rendons l'Afrique fière !



- Les Fans de Toumba Diakité

Loua Louise Marie · ·

Un jeune Nigérian d'environ 26 ans vient d'épouser une Américaine de 70 ans.

Cette maman et grand-mère a fait le déplacement jusqu'au Nigeria pour venir le chercher et l'emmener avec elle aux États-Unis.

Elle a tout financé de sa poche : le mariage coutumier + le mariage civil.

Homme Nigérian quoi même si la femme a 100 ans, s'il a intérêt avec il l'épouse hein

Et vous, vous en pensez quoi ?



- Ibrahima Diawara - officiel

Chers amis,

J'ai été invité par le Groupe de la Banque mondiale en qualité d'intervenant lors de la Retraite des Cadres Supérieurs de la Région Afrique de l'Ouest et du Centre de la Banque mondiale à Accra, Ghana, du 2 au 4 septembre 2026, aux côtés de la Vice-Présidente de la République du Ghana, Son Excellence la Professeure Naana Jane Opoku-Agyemang, du Vice-Président de la Banque mondiale, M. Ousmane Diagana, et de :

• Mme Mavis Owusu-Gyamfi, Présidente-directrice générale de l'African Center for Economic Transformation (ACET)

• Mme Constance Swaniker, Fondatrice et Présidente du Design and Technology Institute (DTI)

• Mme Zouera Youssoufou, Directrice générale et CEO de la Fondation Aliko Dangote

• M. Abdoulaye Ndiaye, Professeur d'économie à la Leonard N. Stern School of Business de l'Université de New York (NYU)

Je tiens à remercier les dirigeants de la Banque mondiale et les autorités ghanéennes pour leur invitation et la qualité des échanges.

Ce fut également l'occasion de partager quelques réflexions et propositions sur les défis et les opportunités qui se présentent à notre région. Je voudrais ici revenir brièvement sur les principaux points de mon intervention :

L'Afrique n'est pas pauvre !

L'Afrique est riche en ressources, riche en terres, riche en soleil et surtout riche de sa jeunesse.

Mais une richesse qui n'est ni transformée, ni organisée, ni mise en valeur, reste un potentiel inexploité.

Et un potentiel inexploité ne crée ni revenus, ni entreprises, ni emplois.

Le véritable problème de l'Afrique n'est donc pas l'absence de richesses.

Le véritable problème, c'est notre difficulté à transformer nos richesses naturelles en capital humain, notre capital humain en productivité et notre productivité en emplois durables.

Rene Dumont disait en 1962 que l'Afrique était mal partie.

En 1960, le Nigeria avait un PIB de 4,2 milliards de dollars et une population de 45 millions d'habitants. La Corée du Sud avait un PIB de 4 milliards de dollars et une population de 25 millions d'habitants.

65 ans après, le Nigeria a un PIB de 290 milliards de dollars et une population de 240 millions d'habitants et celui de la Corée du Sud est 1 900 milliards, donc 6 fois plus que le Nigeria, avec une population de 52 millions.

La question : qu'est-ce qui change ?

L'approche !

Le Nigeria a misé sur la production de pétrole et la Corée, sans pétrole, ni or, ni diamant, a misé sur le capital humain.

Deuxième exemple :

Prenons les revenus pétroliers de quinze (15) principaux pays africains :

Le Nigeria, l'Égypte, le Soudan, l'Algérie, l'Angola, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Niger, le Tchad, le Soudan du Sud, la Libye, le Congo-Brazzaville, le Gabon et la Guinée équatoriale.

Ces quinze (15) pays réunis, cumulent 106 milliards de dollars de budgets nationaux avec une population de 700 millions d'habitants.

• Comparons ces chiffres avec ceux de la Corée du Sud :

La Corée du Sud dispose d'un budget national de près de 500 milliards de dollars pour une population seulement de 52 millions d'habitants.

Autrement dit, avec une population treize (13) fois inférieure, la Corée du Sud dispose à elle seule, d'un budget près de 5 fois supérieur aux budgets cumulés de ces quinze (15) pays africains producteurs de pétrole.

• Un autre exemple frappant : Singapour mobilise environ 107 milliards de dollars de budget en 2026, avec seulement 6 millions d'habitants.

Ce qui représente plus que le budget cumulé de ces quinze (15) pays africains producteurs de pétrole, alors que sa population est cent (100) fois moins nombreuse.

Le message est incontestable :

Le pétrole seul ne suffit pas.

Le pétrole peut produire des revenus certes, mais seule la transformation de ces revenus en connaissances, en compétences, en infrastructures et en entreprises peut produire un développement durable.

Comme vous pouvez le constater par vous-mêmes, la Corée du Sud ne s'est pas développée grâce au pétrole.

Singapour ne s'est pas développé grâce à l'abondance de ses ressources naturelles.

Ces deux pays ont réussi leur envol économique grâce à l'investissement dans l'éducation, dans la formation technique, dans l'innovation et l'industrialisation.

Fort de cette conviction, la Corée du Sud s'est même dotée de 2008 à 2013 d'un ministère de l'Économie de la connaissance. Quel message extraordinaire pour l'Afrique !

Ce pays avait compris que, dans l'économie moderne, la connaissance n'est pas seulement une valeur culturelle, mais un facteur de productivité, de compétence et de performance.

L'éducation est donc un investissement stratégique pour une nation.

La leçon que l'Afrique doit retenir est que la compétition entre les nations, c'est la compétition entre leurs systèmes éducatifs.

La richesse d'un pays ne dépend pas uniquement de ce qu'il possède sous ses pieds, elle dépend surtout de ce que sa population est capable de faire avec ses mains, son intelligence, ses connaissances et sa créativité.

Le pétrole s'épuise, la connaissance se multiplie, la rente disparaît, mais le capital humain demeure.

L'Afrique doit donc cesser de considérer sa jeunesse comme une charge démographique, sa jeunesse demeure sa plus grande force productive.

Un jeune sans emploi n'est pas simplement un problème social à gérer, mais une compétence à construire, une énergie à libérer, un entrepreneur potentiel et une richesse improductive.

Permettez-moi d'illustrer cette conviction par l'exemple du Mali.

Le Mali dispose d'environ 124 millions d'hectares dont 43 millions d'hectares de terres cultivables.

Et pourtant, le pays n'exploite qu'environ 5 millions d'hectares pour l'ensemble de ses principales cultures (riz, maïs, sorgho, mil, coton, etc…).

Il est donc assis sur une immense richesse agricole, mais continue à importer des produits agricoles que sa terre, son eau, son soleil, sa jeunesse pourraient produire, transformer et valoriser localement.

Prenons l'exemple du coton :

Le Mali cultive environ 700 000 hectares de coton graine, avec un rendement moyen proche d'une tonne à l'hectare.

En 2023, dans la ferme expérimentale de Diazon, filiale d'IBI Group SA, nous avons produit du coton pendant la saison sèche en utilisant le système d'irrigation goutte-à-goutte. Ce système a permis d'obtenir un rendement de cinq (5) tonnes de coton-graine à l'hectare, contre une moyenne nationale d'une (1) tonne.

Si nous consacrons 3 millions d'hectares à la culture du coton, nous pouvons obtenir 15 millions de tonnes de coton-graine par an, pendant la saison sèche.

Pourquoi pendant la saison sèche ?

Parce que nous pouvons augmenter la production du coton sans remplacer les autres cultures pluviales (maïs, riz, sorgho, mil, etc…).

La transformation de cette production permettrait d'obtenir environ :

• 8 millions de tonnes de graines ;

• 6 millions de tonnes de fibres ;

• 1 million de tonnes d'huile de coton.

L'objectif principal ce n'est pas seulement de produire plus de coton, mais de construire tout un écosystème industriel autour du coton.

La fibre doit alimenter les usines de filatures, les usines de filatures doivent alimenter les usines de textiles et de confections, les graines doivent alimenter les huileries, les tourteaux doivent soutenir l'élevage pour impacter sur le panier de la ménagère en baissant le prix de la viande et du lait, les résidus doivent être valorisés dans la production de l'énergie et la fertilisation.

Ainsi, chaque tonne de coton produite deviendrait simultanément une source de textile, d'huile, d'aliments pour le bétail, d'énergie, de revenus fiscaux et d'emplois.

Il ne s'agit pas de parler d'une simple culture de coton mais plutôt d'un écosystème agro-industriel bâti autour du coton.

La valeur économique annuelle de cette chaîne de production et de transformation est estimée à près de 18 milliards de dollars et pourrait générer 6 millions d'emplois directs et 4 millions d'emplois indirects, soit au total 10 millions d'emplois.

Ce montant est supérieur aux revenus pétroliers cumulés des 6 pays africains producteurs de pétrole (le Gabon, le Congo-Brazzaville, le Tchad, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Niger) qui tournent autour de 8,5 milliards de dollars, soit 2 fois plus.

Un second exemple : celui de l'oignon.

C'est pourquoi nous recommandons que la politique de l'emploi en Afrique devienne une politique de production, de formation, de compétences et d'innovation agro-industrielle.

Pour cela, six décisions s'imposent :

• Premièrement, orienter l'éducation vers les sciences, les technologies, l'ingénierie, l'agriculture et les besoins réels des entreprises.

• Deuxièmement, relier chaque programme de formation professionnelle à une chaîne de valeur et à un marché clairement identifié.

• Troisièmement, investir dans la maîtrise de l'eau, l'irrigation goutte-à-goutte, les énergies renouvelables, les entrepôts et les chaînes du froid.

• Quatrièmement, transformer localement nos matières premières au lieu d'exporter des produits bruts et d'importer les produits finis.

• Cinquièmement, faciliter l'accès des producteurs, des coopératives, des PME et des jeunes entrepreneurs au crédit et aux marchés intérieurs.

• Sixièmement, mesurer chaque politique publique par les résultats obtenus :

• Combien de compétences créées ?

• Combien d'entreprises développées ?

• Combien d'emplois durables ?

• Combien d'importations remplacées ?

• Combien de valeur ajoutée produite localement ?

Nous devons changer de modèle.

Passer d'une économie de rente à une économie de production et de productivité.

Passer de l'agriculture extensive à une agriculture moderne, productive et durable.

Passer de l'exportation des matières premières à

leur transformation locale.

Passer d'une politique de diplômes à une politique de compétences.

Passer de la dépense publique à l'investissement productif.

Passer de la gestion du chômage à la libération du potentiel de notre jeunesse.

La Corée du Sud a transformé la connaissance en industrie.

Singapour a transformé son capital humain et sa position géographique en puissance économique.

L'Afrique peut transformer sa terre, son eau, son soleil et sa jeunesse en puissance agro-industrielle.

L'Afrique ne manque ni de terres, ni de ressources, ni de bras, ni d'intelligence.

Ce qui lui manque, c'est l'organisation efficace de ces forces autour d'une vision productive.

Chaque hectare cultivé doit devenir une unité de production.

Chaque unité de production doit alimenter une chaîne de valeur.

Chaque chaîne de valeur doit créer des entreprises.

Chaque entreprise doit développer des compétences.

Et chaque compétence doit ouvrir une perspective d'emploi pour la jeunesse.

L'avenir de l'Afrique ne jaillira pas uniquement de son sous-sol.

Il naîtra aussi de ses champs, de ses universités, de ses centres de formation techniques, de ses centres d'innovation, de ses entreprises, de l'ingéniosité et de la compétence de sa jeunesse.

Ibrahima DIAWARA

CEO IBI GROUP



RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

BACCALAURÉAT 2025 ET 2026 : À Koulouba, les meilleurs élèves à l'honneur



Les meilleurs élèves du baccalauréat des sessions 2025 et 2026 ont été mis à l'honneur à Koulouba à travers une cérémonie de remise de cadeaux destinée à saluer leur mérite, leur travail et leurs performances scolaires. Un moment de reconnaissance qui met également en lumière la présence de plus en plus remarquée des jeunes filles parmi les lauréats de l'excellence scolaire au Mali.

Sur les images de la cérémonie, un constat retient particulièrement l'attention : de nombreuses jeunes filles distinguées portent le voile. Sur une première photographie notamment, sept des neuf filles présentes apparaissent voilées. Plus largement, les jeunes filles portant le voile semblent fortement représentées parmi les excellents de la session 2026.

Cette présence témoigne notamment de la diversité des profils et des parcours au sein de l'école malienne. Plusieurs de ces lauréates seraient issues d'établissements franco-arabes, où l'enseignement général est associé, selon les cursus, à l'apprentissage de la langue arabe et à une éducation religieuse.

Pour certaines familles et communautés éducatives, le port du voile s'inscrit dans un ensemble de valeurs mettant l'accent sur la discipline, la pudeur et le respect de convictions religieuses. Dans les conditions climatiques parfois difficiles du Sahel, ces jeunes filles poursuivent leur scolarité dans les mêmes salles de classe et affrontent les mêmes contraintes que leurs camarades.

Toutefois, leur réussite doit avant tout être attribuée à leur travail, à leur persévérance, à l'encadrement pédagogique et au soutien familial, aucun lien automatique ne pouvant être établi entre une pratique vestimentaire et les performances scolaires.

Au-delà de ces considérations, la progression des filles parmi les meilleurs bacheliers constitue un signal encourageant pour l'éducation nationale. Elle rappelle surtout que l'excellence n'a ni sexe ni origine sociale ou scolaire.

Félicitations aux lauréates et lauréats des sessions 2025 et 2026, appelés désormais à poursuivre leur parcours avec la même détermination.

Moussa Diarra

COOPÉRATION SINO-MALIENNE : Li Xiang encourage les entreprises chinoises à contribuer davantage au développement du Mali



L'ambassadeur de Chine au Mali, S.E.M. Li Xiang, a effectué, les 3 et 4 septembre 2026, une série de visites auprès de l'Association des Chinois au Mali ainsi que de plusieurs entreprises chinoises présentes dans le pays. Une démarche destinée à renforcer les échanges avec la commu-

nauté chinoise et à encourager sa contribution au développement économique et social du Mali.

Au cours de ces rencontres, le diplomate chinois a invité ses compatriotes établis au Mali à continuer de jouer un rôle actif dans le renforcement des relations entre Bamako et Pékin. Il a particulièrement insisté sur leur contribution à l'approfondissement de la coopération bilatérale et à la consolidation du partenariat stratégique entre les deux pays.

La présence d'entreprises chinoises au Mali s'inscrit dans une coopération ancienne entre les deux États. Au fil des décennies, celle-ci s'est étendue à plusieurs secteurs, notamment les infrastructures, le commerce, l'industrie, la santé, l'agriculture et le développement économique.

À travers sa visite, Li Xiang entend ainsi encourager les acteurs économiques chinois à inscrire davantage leurs activités dans une dynamique profitable aux deux pays, tout en participant aux efforts de développement du Mali.

Cette démarche intervient dans un contexte où Bamako cherche à diversifier et à renforcer ses partenariats internationaux afin d'attirer les investissements et de soutenir son développement économique. La Chine demeure, dans cette perspective, un partenaire important du Mali.

Au-delà de la dimension économique, l'ambassadeur a également mis l'accent sur le rôle que peuvent jouer les ressortissants chinois dans le rapprochement entre les deux peuples. Leur présence constitue en effet un relais des relations humaines, commerciales et culturelles entre le Mali et la Chine.

Les visites des 3 et 4 septembre traduisent ainsi la volonté de Pékin de consolider ses relations avec Bamako et de donner une nouvelle impulsion au partenariat stratégique sino-malien.

Fatou Sissoko

JUSTICE – CYBERCRIMINALITÉ : Trois ans de prison requis contre Abdrahamane Keïta, le délibéré attendu le 14 septembre



Le journaliste Abdrahamane Keïta a comparu, ce lundi 7 septembre 2026, devant le Pôle judiciaire spécialisé de lutte contre la cybercriminalité. Notre confrère est poursuivi pour des faits qualifiés d'« atteinte à l'unité et au crédit de l'État ».

À l'issue des débats, le ministère public a requis à son encontre une peine de trois ans d'emprisonnement, dont deux ans ferme. Une réquisition à laquelle les avocats du journaliste se sont opposés en demandant au tribunal de prononcer purement et simplement la relaxe de leur client.

De son côté, le Contentieux de l'État, constitué dans la procédure, réclame la somme d'un million de francs CFA au titre du préjudice qu'il estime avoir subi.

Après les différentes interventions des parties, l'affaire a été mise en délibéré. La décision du Pôle judiciaire spécialisé de lutte contre la cybercriminalité est attendue le 14 septembre prochain. Jusqu'au prononcé du jugement, Abdrahamane Keïta demeure présumé innocent des faits qui lui sont reprochés.

Cette procédure judiciaire intervient dans un contexte où les questions relatives à la liberté d'expression, à l'exercice du métier de journaliste et à l'utilisation des espaces numériques occupent une

place croissante dans le débat public au Mali. Elle devrait, à ce titre, continuer de retenir l'attention de la corporation de la presse ainsi que des défenseurs des libertés publiques.

Le jugement attendu le 14 septembre constituera donc une étape déterminante dans ce dossier. Le tribunal devra notamment apprécier les éléments présentés au cours des débats, les arguments développés par le ministère public et le Contentieux de l'État, mais également les moyens invoqués par la défense pour obtenir la relaxe.

En attendant cette décision, les regards restent tournés vers le Pôle judiciaire spécialisé de lutte contre la cybercriminalité.

Yacouba Ongoiba

NIGER – FARCUB 2026 : Le Premier ministre place la paix et la cohésion sociale au cœur des échanges



Le Premier ministre nigérien, Ali Mahamane Lamine Zeine, a rencontré, dimanche 6 septembre 2026, les principales autorités administratives et coutumières du département de N'Gourti. Cette rencontre, organisée à Blanakour dans le cadre de son séjour à l'occasion de la FARCUB 2026, a été consacrée notamment aux enjeux de paix et de cohésion sociale.

Le chef du gouvernement était accompagné du ministre de l'Agriculture et de l'Élevage ainsi que du gouverneur de la région. La présence de ces responsables a donné aux échanges une dimension à la fois politique, administrative et socio-économique.

Cette rencontre avec les représentants locaux a permis au Premier ministre de privilégier le dialogue de proximité avec des acteurs qui jouent un rôle essentiel dans la stabilité des communautés. Dans cette partie du Niger, comme dans plusieurs zones sahéliennes confrontées à différents défis, les autorités coutumières constituent des relais importants entre les populations et l'administration.

Les discussions ont ainsi placé la préservation de la paix, le renforcement de la cohésion sociale et la nécessité de maintenir le dialogue entre les différentes composantes de la société au centre des préoccupations.

Le déplacement du Premier ministre à N'Gourti traduit également la volonté des autorités nigériennes de maintenir un contact direct avec les populations et leurs représentants afin de mieux prendre en compte les réalités locales.

Au-delà des questions administratives, la présence du ministre chargé de l'Agriculture et de l'Élevage souligne l'importance des activités agropastorales dans cette région, où elles constituent une source essentielle de revenus pour de nombreuses familles.

En mettant à profit la FARCUB 2026 pour rencontrer les autorités locales, Ali Mahamane Lamine Zeine entend donc faire de cet événement un espace de dialogue. Dans un contexte sahélien marqué par d'importants défis sécuritaires et sociaux, la consolidation de la paix et du vivre-ensemble demeure un enjeu majeur pour les communautés locales et les pouvoirs publics.

Arouna Sidibé

Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Ségou : Le dialogue pour rapprocher forces de sécurité et communautés



Dans un contexte où les défis sécuritaires imposent une collaboration accrue entre l'État et les populations, Ségou a accueilli un Forum de dialogue communautaire consacré à la gouvernance locale du secteur de la sécurité. L'initiative vise à créer un espace d'écoute et d'échanges entre les différents acteurs afin de rechercher des réponses mieux adaptées aux réalités locales.

Autour de la même table se sont retrouvés des représentants du CCS-C, du PEA, des Forces de Sécurité Intérieure, des autorités locales ainsi que des acteurs communautaires. L'objectif était notamment de confronter les perceptions, d'identifier les préoccupations des populations et d'examiner les difficultés susceptibles d'affecter la sécurité et la confiance entre citoyens et institutions.

Le forum part d'un principe simple : la sécurité ne peut reposer exclusivement sur les réponses opérationnelles. Elle nécessite également l'implication des communautés, la circulation de l'information et l'établissement de relations de confiance entre les populations, les autorités et les services chargés de leur protection.

Portée par WANEP-Mali, sous l'égide du CRSS et avec l'appui d'EUCAP Sahel Mali, cette initiative entend ainsi favoriser une approche participative de la gouvernance sécuritaire.

Restaurer et consolider la confiance

Les échanges ont permis aux différents participants d'exprimer leurs perceptions des défis rencontrés au niveau local. Cette démarche offre aux Forces de Sécurité Intérieure

l'occasion de mieux appréhender certaines attentes des communautés, tandis que les populations peuvent, de leur côté, mieux comprendre les contraintes auxquelles sont confrontés les acteurs de la sécurité.

Dans une région comme Ségou, confrontée à des enjeux sécuritaires complexes, la qualité des relations entre citoyens et institutions revêt une importance particulière. Une population qui entretient un dialogue régulier avec les services de sécurité peut davantage contribuer à la prévention des tensions et à la recherche de solutions adaptées au contexte local.

L'enjeu est donc de dépasser les échanges ponctuels pour installer progressivement des mécanismes durables de concertation.



Des recommandations pour poursuivre la dynamique

Le Forum de Ségou ne devrait pas rester sans lendemain. Les recommandations formulées à l'issue des discussions doivent désormais servir de base aux prochaines actions de sensibilisation et de dialogue dans la région.

Elles pourraient notamment permettre de mieux articuler les interventions des institutions publiques, des Forces de Sécurité Intérieure, de la société civile et des communautés.

Cette démarche met ainsi en évidence une dimension essentielle de la gouvernance sécuritaire : la construction de la paix et de la stabilité passe aussi par la proximité. Lorsque les citoyens disposent d'espaces pour exposer leurs préoccupations et que les institutions peuvent expliquer leurs missions et leurs contraintes, les incompréhensions peuvent être réduites.

À Ségou, le pari est donc celui du dialogue et de la confiance. Face à des défis sécuritaires qui affectent directement la vie quotidienne des populations, cette approche rappelle que la recherche de solutions durables nécessite, au-delà des dispositifs sécuritaires, une implication de tous les acteurs de la communauté.

Karamoko B Keita

Sanctions contre Karim Keïta : Washington évoque corruption et violations des droits de l'Homme



Les États-Unis ont apporté des précisions sur les sanctions visant Karim Keïta, fils de l'ancien président malien Ibrahim Boubacar Keïta et ex-président de la Commission défense de l'Assemblée nationale. Lors d'une conférence de presse tenue à Bamako, le chargé d'affaires de l'ambassade américaine au Mali, Briant Neubert, a expliqué les motivations de Washington et évoqué une possible coopération avec les autorités maliennes.

Selon le diplomate, les autorités américaines disposent d'éléments leur permettant de comprendre comment Karim Keïta aurait utilisé sa position pour s'enrichir. Ces accusations, qui fondent la décision américaine, s'inscrivent dans une série de sanctions annoncées par le Trésor américain contre plus de quarante personnalités accusées de faits de corruption ou de violations des droits de l'Homme.

Les mesures concernant Karim Keïta prévoient notamment le gel des avoirs relevant de la juridiction américaine ainsi que des restrictions de voyage vers les États-Unis.

« Nos lois concernent notre pays », a rappelé Briant Neubert, tout en estimant que la décision américaine pouvait constituer un signal adressé aux juridictions d'autres États concernant les accusations visant les personnalités sanctionnées.

Au-delà du cas de Karim Keïta, Washington entend donner à ces sanctions une portée plus générale. Selon le chargé d'affaires, elles doivent rappeler aux dirigeants actuels comme aux responsables d'anciens régimes que certains actes peuvent avoir des conséquences, y compris plusieurs années après leur départ du pouvoir.

La question du devenir d'éventuels avoirs gelés a également été abordée. Briant Neubert a indiqué qu'en principe, les biens concernés

devraient pouvoir être restitués au Mali. Il a fait état d'une coopération entre Washington et Bamako sur cette question.

La conférence de presse a aussi été l'occasion d'interroger le diplomate sur l'affaire Birama Touré. Karim Keïta est visé par un mandat d'arrêt international dans le cadre de l'enquête sur la disparition du journaliste malien.

Interrogé sur l'existence d'éventuels soupçons américains concernant une implication de Karim Keïta dans la mort présumée du journaliste, Briant Neubert n'a pas formulé d'accusation directe. Il a plutôt insisté sur la nécessité de protéger la liberté de la presse.

Concernant une éventuelle collaboration avec les autorités maliennes pour l'exécution du mandat visant Karim Keïta, le chargé d'affaires a assuré que les États-Unis étaient, en principe, disponibles pour coopérer.

Ces déclarations replacent ainsi le dossier Karim Keïta au centre de l'actualité judiciaire et diplomatique malienne. Les sanctions américaines ne constituent toutefois pas, à elles seules, une condamnation par une juridiction malienne et les accusations devront être appréciées dans le cadre des procédures compétentes.

L'ancien président guinéen Alpha Condé figure également parmi les personnalités citées comme étant concernées par les sanctions américaines.

Arouna Sidibé



7e CAIRO DIALOGUE – COOPÉRATION MALI-ÉGYPTE : Oumou Sall Seck échange avec le chef de la diplomatie égyptienne sur la formation et l'entrepreneuriat



Le Caire, 6 septembre 2026 – En marge de la 7e réunion du Dialogue entre les agences de coopération technique des États membres de la Banque islamique de développement (CAIRO DIALOGUE), la ministre malienne de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Oumou Sall Seck, a été reçue dimanche au Caire par le ministre égyptien des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et des Égyptiens à l'étranger, Dr Badr Abdel Aaty.

Cette audience a offert aux deux personnalités l'occasion d'échanger autour des perspectives de coopération entre le Mali et l'Égypte, notamment dans des domaines directement liés à la formation, à l'entrepreneuriat et à l'insertion professionnelle.

Oumou Sall Seck était accompagnée de l'ambassadeur du Mali en Égypte, Samba Baby, ainsi que des membres de la délégation malienne participant au CAIRO DIALOGUE.

Au début de l'entretien, la ministre malienne a transmis les salutations fraternelles des plus hautes autorités du Mali à leurs homologues égyptiennes. Elle a également exprimé la gratitude de la partie malienne pour l'invitation adressée à sa délégation ainsi que pour l'accueil qui lui a été réservé depuis son arrivée en Égypte.

Cette rencontre intervient à un moment où la création d'emplois, la qualification de la main-d'œuvre et le développement de l'entrepreneuriat constituent des enjeux importants pour les économies africaines.

Pour le Mali, confronté notamment au défi de l'insertion professionnelle d'une population majoritairement jeune, la coopération technique peut constituer un levier

permettant de renforcer les compétences et d'accompagner les initiatives entrepreneuriales.

C'est précisément dans cette logique que s'inscrit la participation malienne au CAIRO DIALOGUE. Cette plateforme permet aux agences et institutions des États membres de la Banque islamique de développement d'échanger leurs expériences et d'explorer les possibilités de coopération technique.

L'audience accordée à Oumou Sall Seck par le chef de la diplomatie égyptienne dépasse ainsi le seul cadre protocolaire. Elle traduit l'intérêt accordé aux possibilités de rapprochement entre Bamako et Le Caire dans des secteurs susceptibles d'avoir un impact direct sur le développement économique et l'emploi.



Le Mali et l'Égypte entretiennent des relations diplomatiques anciennes. Dans le contexte actuel, la formation professionnelle et l'entrepreneuriat peuvent constituer des axes supplémentaires pour approfondir cette coopération, à travers notamment le partage d'expériences et le renforcement des capacités.

La présence de l'ambassadeur Samba Baby aux côtés de la ministre témoigne également de la dimension diplomatique accordée à cette démarche.

Au-delà de la 7e réunion du CAIRO DIALOGUE, l'enjeu pour la partie malienne sera de transformer les échanges et les opportunités de coopération en initiatives susceptibles de contribuer à l'amélioration de l'employabilité des jeunes, au développement des compétences et à la promotion de l'entrepreneuriat.

Cette audience du 6 septembre apparaît ainsi comme une nouvelle étape dans le dialogue entre Bamako et Le Caire, avec l'emploi, la formation professionnelle et l'initiative entrepreneuriale parmi les domaines pouvant contribuer au renforcement des relations entre les deux pays.

Arouna Sidibé

REFONDATION DE L'ÉTAT – CITOYENNETÉ : Le PNEV veut contribuer à former le « Maliden kura »



Les acteurs institutionnels et communautaires de la région de Taoudenni ont participé, vendredi, à une session d'appropriation du Programme national d'éducation aux valeurs (PNEV). La rencontre, organisée dans la salle de conférence du gouvernorat, vise à favoriser une meilleure compréhension de cet outil destiné à promouvoir les valeurs citoyennes et à accompagner la construction du « Maliden kura », présenté comme le citoyen malien de type nouveau.

Les travaux étaient présidés par le directeur de cabinet du gouverneur de Taoudenni, Bollé Maouloud Baby. Ils ont enregistré la participation du préfet du cercle, des responsables chargés d'expédier les affaires courantes du Conseil régional et de la Commune urbaine de Taoudenni, ainsi que des représentants des autorités administratives et coutumières, des Forces de défense et de sécurité et de la société civile.

À l'ouverture de la session, Bollé Maouloud Baby a rappelé que le PNEV s'inscrit dans la vision portée par le président de la Transition, le général d'armée Assimi Goïta, et dans la mise en œuvre des recommandations issues des Assises nationales de la refondation (ANR).

Selon lui, la formation du « Maliden kura » constitue l'un des objectifs majeurs du processus de Refondation. Il a, à cet effet, invité les participants à prendre une part active aux discussions afin de contribuer à l'application du Plan d'action 2024-2028 du programme.

Un programme traduit en quatorze langues nationales

La session a également été marquée par la remise de documents du PNEV. Le conseiller technique au ministère de la Refondation de l'État, Dr Sory Ousmane Koïta, a remis au président de séance plusieurs exemplaires du programme en français ainsi que des traductions dans quatorze langues nationales.

Une version sonore du document, enregistrée sur clé USB, a également été mise à disposition. Cette diversification des supports vise à favoriser une plus large appropriation du programme et à permettre sa diffusion auprès de différentes catégories de la population.

Dr Sory Ousmane Koïta a présenté aux participants les principales composantes du PNEV. Celui-ci s'articule autour de cinq axes stratégiques et de dix objectifs spécifiques. Il distingue également trois grandes typologies de valeurs : les valeurs d'homme, les valeurs de système et les valeurs de la République.

Son Plan d'action comprend 52 activités dont la mise en œuvre implique 17 départements ministériels, ce qui traduit le caractère transversal du programme.



Bonne gouvernance, stabilité et vivre-ensemble

Au-delà de la présentation technique du document, les échanges ont porté sur la place des valeurs dans la construction du Mali souhaité par les autorités de la Transition.

Le PNEV ambitionne notamment de promouvoir la bonne gouvernance, la stabilité, le vivre-ensemble et le respect de valeurs considérées comme faisant partie du patrimoine social et culturel malien.

La tenue de cette session à Taoudenni traduit la volonté d'étendre l'appropriation du programme aux différentes régions du pays et d'associer les acteurs locaux à sa mise en œuvre.

L'enjeu réside désormais dans la traduction de ces orientations en comportements et initiatives concrètes. Car au-delà des documents et des sessions de sensibilisation, l'efficacité du PNEV dépendra largement de sa capacité à faire vivre les valeurs promues dans l'administration, les communautés, les établissements d'enseignement et, plus généralement, dans la vie quotidienne des citoyens.

Karamoko B Keita

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

« SEKO NI DONKO CAMP » : Une première édition placée sous le signe de l'art et du partage



La première édition de « SEKO NI DONKO CAMP » a pris fin, vendredi, à l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest (UCAO), après cinq jours d'activités consacrées à l'apprentissage, à la création artistique et au partage au profit notamment des enfants de l'orphelinat Niaber.

La cérémonie de clôture était placée sous le haut patronage du ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Mamou Daffé, représenté pour la circonstance par son chargé de mission, Attaher Maïga. Plusieurs responsables d'institutions culturelles, artistes et acteurs du secteur ont également pris part à l'événement.

Organisé par Afri'Change, le camp a réuni 70 participants autour d'un programme destiné à favoriser la découverte et l'expression artistiques. Pendant cinq jours, les enfants ont été initiés à différents univers créatifs, dans une atmosphère mêlant apprentissage, divertissement et convivialité.

Le point culminant de la cérémonie de clôture a été la restitution des connaissances acquises durant le séjour. Devant les invités, les jeunes campeurs ont présenté le fruit de leur apprentissage à travers la musique, la pratique d'instruments, les chants ainsi que diverses créations artistiques.

Cette restitution, riche en émotions, a permis de mesurer le chemin parcouru par les participants en seulement quelques jours.

Au-delà de l'initiation artistique, « SEKO NI DONKO CAMP » s'est voulu un espace de rencontres et de socialisation. Les moments de détente, les repas partagés, les éclats de rire et les activités collectives ont également rythmé le séjour.

À travers cette première édition, Afri'Change met ainsi en avant la culture comme instrument d'épanouissement et d'inclusion des enfants. L'expérience montre surtout que l'accès aux pratiques artistiques peut offrir aux plus jeunes un espace privilégié pour apprendre, créer, développer leur confiance et exprimer leurs talents.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Débets de la Cour des comptes : Oligui Nguema fixe un ultimatum au 7 octobre



Au Gabon, l'heure est désormais au recouvrement des sommes dues à l'État. Le président Brice Clotaire Oligui Nguema a fixé au 7 octobre 2026 la date butoir accordée aux personnes physiques et morales concernées par des décisions de débets et d'amendes pour régulariser leur situation.

L'ampleur du dossier est considérable. Selon la Cour des comptes, le stock concerné avoisine 1 700 milliards de francs CFA et résulte de décisions accumulées au fil de nombreuses années. Près de 600 personnes et entreprises seraient concernées.

Parmi les profils cités figurent des comptables publics, des ordonnateurs de crédits, des ministres, des maires, des responsables de collectivités ainsi que des entreprises ayant eu à gérer ou bénéficier de fonds publics.

Il convient toutefois de préciser que les 1 700 milliards de FCFA ne représentent pas nécessairement un montant intégralement détourné ni une somme immédiatement récupérable. Il s'agit d'un cumul de débets et d'amendes résultant de décisions de la juridiction financière, dont une partie a déjà fait l'objet de paiements.

Face à la faiblesse du recouvrement, les autorités gabonaises veulent désormais accélérer le processus. Les personnes concernées disposent ainsi d'un mois, à compter du 7 septembre, pour procéder aux remboursements demandés.

Après le 7 octobre, les dossiers non régularisés pourraient être transmis à la justice répressive lorsque les conditions légales sont réunies, avec la possibilité de poursuites devant la juridiction compétente.

Cette offensive place la lutte contre les irrégularités dans la gestion des finances publiques au centre de l'action des autorités gabonaises.

Mais le principal défi reste celui de l'efficacité. Après des années d'accumulation des créances, le véritable indicateur sera le montant effectivement reversé dans les caisses publiques.

L'échéance du 7 octobre constituera ainsi un test majeur pour la politique de reddition des comptes voulue par les autorités gabonaises : passer des décisions administratives et judiciaires au recouvrement effectif de l'argent public.

Arouna Sidibé

UNION AFRICAINE – SOMALIE : Mahmoud Ali Youssouf mise sur le commerce pour consolider la paix et l'intégration



Le président de la Commission de l'Union africaine, Mahmoud Ali Youssouf, a reçu le ministre somalien du Commerce et de l'Industrie, Gamal Mohamed Hassan, au siège de l'organisation continentale à Addis-Abeba. Cette visite de courtoisie a permis aux deux responsables d'échanger sur l'intégration économique de la Somalie, le commerce régional ainsi que les enjeux de paix et de stabilité.

Mahmoud Ali Youssouf a salué les avancées de la Somalie dans le cadre de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Il a présenté cette dynamique comme une étape importante vers une intégration plus poussée du pays dans le marché continental.

Le président de la Commission a également mis en avant le potentiel économique somalien, soulignant ses anciennes traditions commerciales, le dynamisme de ses entrepreneurs et ses liens historiques avec différents marchés africains et internationaux.

Les échanges ont également porté sur la situation sécuritaire. Pour les deux parties, paix, sécurité et stabilité constituent des conditions essentielles à la libération du potentiel économique de la Somalie, à l'attraction des investissements et à la promotion d'un développement inclusif.

Gamal Mohamed Hassan a, par ailleurs, informé son interlocuteur des échanges intervenus à Addis-Abeba dans le cadre d'une rencontre consacrée à l'initiative de la Corne de l'Afrique. Celle-ci a réuni des responsables gouvernementaux, des investisseurs et différents partenaires autour du renforcement de la coopération économique, de la connectivité commerciale et de la facilitation des échanges.

Le ministre somalien a remercié l'Union africaine et les pays contributeurs pour leur soutien aux efforts de stabilisation de son pays.

Mahmoud Ali Youssouf a, en retour, réaffirmé l'engagement de l'Union africaine à accompagner la Somalie dans sa quête d'une paix durable.

Pour Addis-Abeba comme pour Mogadiscio, l'objectif est désormais de créer un cercle vertueux : consolider la sécurité pour favoriser les investissements et utiliser le développement économique comme levier supplémentaire de stabilité et d'intégration régionale.

Arouna Sidibé

NIGER – MUTINERIE DU 29 AOÛT : Le G25 dénonce une « escalade répressive » et réclame la lumière sur les victimes



Le Groupement des organisations de la société civile et des médias (G25-Niger) a vivement dénoncé la gestion par les autorités nigériennes de la mutinerie survenue le 29 août 2026 au sein des Forces de défense et de sécurité. Dans un communiqué daté du 4 septembre, l'organisation formule de graves accusations contre le pouvoir du général Abdourahamane Tiani et réclame notamment qu'un bilan exhaustif des victimes soit établi.

Selon le G25-Niger, cette mutinerie serait intervenue dans un contexte marqué par la détérioration de la situation sécuritaire, la multiplication des attaques terroristes, les déplacements de populations et la fermeture de nombreuses écoles.

L'organisation affirme également que des militaires seraient confrontés à des difficultés d'équipement et à des problèmes liés au paiement de certaines primes. Elle présente ces frustrations comme faisant partie des facteurs ayant conduit aux événements du 29 août.

Le G25 accuse surtout les autorités d'avoir répondu à la mutinerie par une répression meurtrière. Il affirme que des éléments russes de l'Africa Corps auraient participé aux opérations contre les mutins. Il dénonce également l'utilisation présumée de drones kamikazes. Ces affirmations, particulièrement graves, nécessitent toutefois d'être confrontées aux versions des autorités et à des éléments indépendants.

Le groupement demande le retrait des forces étrangères présentes au Niger et annonce son intention de saisir les juridictions compétentes concernant les exactions qu'il dénonce.

Présentant ses condoléances aux familles des personnes qui auraient perdu la vie et souhaitant un prompt rétablissement aux blessés, le G25 réclame surtout la publication d'un bilan précis des événements.

Enfin, l'organisation appelle à une mobilisation nationale en faveur du rétablissement de l'ordre constitutionnel et de la République.

Ce communiqué illustre ainsi la persistance de profondes tensions politiques et sécuritaires au Niger après les événements du 29 août, dont plusieurs circonstances et responsabilités restent à établir de manière indépendante.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

BASKET-BALL FÉMININ : Les basketteuses maliennes saluées pour leur courage et leur combativité



L'équipe féminine malienne de basket-ball reçoit un vibrant hommage pour sa détermination, son courage et son esprit collectif. Au-delà des résultats enregistrés sur les parquets, les joueuses sont saluées pour leur engagement et leur capacité à défendre avec fierté les couleurs nationales.

À travers leurs différentes prestations, les basketteuses maliennes ont fait preuve d'une remarquable combativité. Leur parcours témoigne d'un état d'esprit fondé sur la persévérance, la solidarité et le dépassement de soi, des qualités indispensables dans le sport de haut niveau.

« Mes sincères félicitations et reconnaissance à notre équipe féminine de basket-ball », souligne le message qui leur est consacré. Un hommage qui met également en avant les sacrifices consentis par les joueuses pour représenter leur pays dans les compétitions.

Au-delà de la performance sportive, l'engagement de ces athlètes revêt une dimension particulière. Par leur présence au plus haut niveau, elles constituent des modèles pour de nombreuses jeunes filles qui aspirent à pratiquer le sport et à défendre un jour les couleurs du Mali.

Le basket-ball féminin occupe d'ailleurs une place importante dans le paysage sportif malien. Les performances des différentes générations ont contribué à susciter un véritable engouement autour de la discipline et à renforcer la visibilité des sportives maliennes.

Chaque compétition constitue ainsi une nouvelle occasion de consolider cet héritage et de préparer la relève.

Le message adressé aux joueuses les encourage, dans cette perspective, à continuer de croire en leurs capacités et à viser toujours plus haut. Passion, discipline et persévérance devront rester les maîtres mots pour relever les prochains défis.

« Nous sommes fiers de vous ! » résume cet hommage aux basketteuses.

Victoire ou défaite, leur engagement rappelle finalement une évidence : porter le maillot national, se battre jusqu'au bout et inspirer la jeunesse constituent déjà une manière de faire rayonner le Mali.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com